

Le Parlement vote une réduction des émissions de 55% pour 2030

Par : Sam Morgan | EURACTIV.com | translated by Yasmine Alfihri

1. [Accueil](#)
2. [Actualités](#)
3. [Planète](#)
4. [Climat](#)
5. Le Parlement vote une réduction des émissions de 55% pour 2030



Le commissaire au climat Miguel Arias Cañete lors de la session plénière du Parlement [Photo: European Parliament]

Après plusieurs semaines de désaccord, les eurodéputés ont voté la révision à la hausse des objectifs de réduction des émissions de carbone, qui devraient baisser de 55% d'ici à 2030 et de 100% d'ici à 2050.

Lors de la session plénière du Parlement à Strasbourg, les députés européens ont soutenu une résolution non contraignante du projet de plan climat de la Commission européenne pour 2050. 369 députés ont voté en faveur de la résolution, 116 ont voté contre et 40 se sont abstenus.

Le texte appelait principalement à une révision à la hausse des objectifs de l'UE pour 2030, passant de 40 à 55%. Les eurodéputés ont progressivement revu leurs objectifs à la hausse après la publication d'un rapport des Nations unies. Celui-ci n'a toutefois pas empêché la plupart des membres du parti de centre droite PPE (parti populaire européen) de voter contre la révision à la hausse de l'objectif de 2030.

Des données de la Commission européenne publiées l'année dernière ont révélé que l'UE travaillait actuellement à l'objectif d'une baisse de 45% des gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane, et autres). Les députés ont également approuvé l'objectif d'une économie européenne « climatiquement neutre », véritable pilier du projet du plan climatique pour 2050. La résolution appelle les États membres à en faire de même, puisque ce sont les dirigeants nationaux qui auront le dernier mot sur les projets de la Commission.

À l'occasion d'une réunion récente des ministres de l'Énergie des États membres de l'UE, le ministre luxembourgeois de l'Énergie, Claude Turmes, a averti que sur les huit scénarios présentés par la Commission, seuls deux permettront à l'Europe de respecter ses engagements pris dans l'accord de Paris sur le climat. La résolution d'hier est également arrivée à la conclusion que seuls les deux scénarios les plus ambitieux étaient envisageables et a invité la future Commission européenne à présenter une proposition législative d'ici 2022-2024.

Les ministres de l'Énergie, de l'Environnement et de l'Économie se sont déjà tous exprimés lors de débats publics au sujet des projets de la Commission, et les chefs d'États et gouvernement devront être entendus la semaine prochaine lors du sommet européen.

Les hauts fonctionnaires de la Commission espèrent que les dirigeants européens accorderont toute leur attention au projet lors d'un sommet qui aura lieu en Roumanie le 9 mai, les signataires à l'accord de Paris devant remettre leurs stratégies sur le long-terme à l'ONU d'ici à 2020. Avant le vote, le commissaire au climat, Miguel Arias Cañete, avait annoncé au Parlement qu'il voulait que le futur plan climat fasse partie intégrante des élections européennes du mois de mai, insistant ainsi pour que les dirigeants européens abordent le sujet lors du sommet du 9 mai.



La fin des hostilités

Le projet de plan climat a été le déclencheur de querelles qualifiées d'« étranges » entre des eurodéputés de différentes commissions cette année. Les commissions de l'environnement et de l'énergie ont insisté pour rédiger la résolution au nom de l'ensemble du Parlement, avançant qu'elles étaient les mieux placées pour le faire et que les autres pouvaient y soumettre leurs amendements.

Des hauts fonctionnaires au Parlement se sont trouvés désemparés lorsque les commissions ENVI et ITRE ont toutes deux adopté leurs propres résolutions qu'ils ont soumises à des votes en interne au mois de février.

La dernière décision prise a été de soumettre une proposition de résolution commune englobant

toutes les autres positions, à l'exception de celles du groupe des Conservateurs et réformistes européens. C'est finalement cette dernière résolution qui a été adoptée. Un soulagement pour les groupes environnementaux qui craignaient que la résolution de la commission de l'énergie prenne le pas sur celle de la commission de l'environnement si celle-ci n'était pas votée.

Manifestations pour le climat

Les eurodéputés ont également manifesté leur soutien à la vague de manifestations pour le climat et de grèves des écoles qui ont pris de l'ampleur dans les quatre coins de l'Europe. À la fin du mois de février, la militante suédoise Greta Thunberg, avait tenu un discours poignant à Bruxelles, dans lequel la nouvelle figure de ce mouvement porté par les jeunes avait insisté sur l'importance d'atteindre un objectif de 80% pour 2030.

Les efforts de la jeune suédoise ont été reconnus cette semaine par le comité Nobel, qui l'a nommée au très convoité Prix Nobel de la paix. Le 15 mars, une série de manifestations sont prévues partout en Europe et dans le monde. Il s'agirait selon certains des plus grandes manifestations pour le climat depuis le début du mouvement.



[Sept portraits d'une jeunesse mondiale en grève pour la planète](#)

Ce vendredi 15 mars, des centaines de milliers de jeunes suivent le mouvement de « grève scolaire », lancée par la Suédoise Greta Thunberg. Plus de 1 700 villes dans 112 pays sont mobilisées. Qui sont-ils ? *Ouest-France a fait une sélection d'activistes du climat.*